

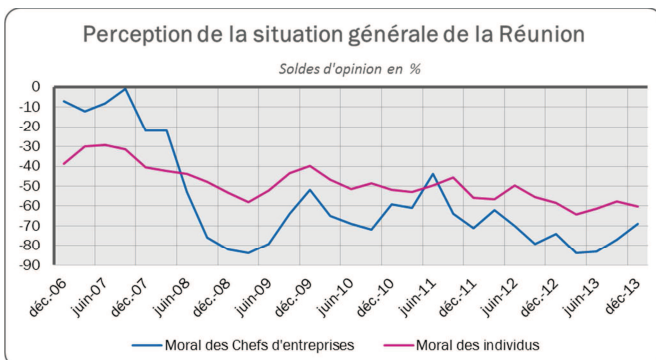
Léger réchauffement économique de saison

Au dernier trimestre 2013, le climat s'est tempéré sur les fronts économique et social. Que ce soit l'indice du climat des affaires de l'IEDOM, le moral des chefs d'entreprises pour IPSOS ou encore la perception des dirigeants lors de notre enquête, tous les indicateurs synthétiques de confiance s'accordent pour signaler un léger regain d'humeur en fin d'année.

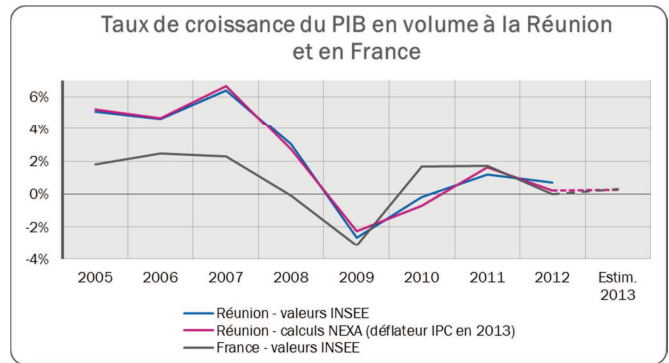
Après un premier semestre éprouvant, l'arrivée de la période des fêtes semble avoir redonné du baume au cœur des acteurs économiques. Ou peut-être est-ce la perspective des élections municipales, qui cycle électoral oblige, entraîne avec lui son lot de travaux d'embellissement et de prestations sociales ponctuelles.

En parallèle, les paramètres tangibles ou quantitatifs confirment ces ressentis par des évolutions positives plus ou moins marquées. C'est le cas, notamment pour l'emploi, certains postes de consommation ou les placements financiers.

Attention, il ne suffit pas d'un peu d'optimisme supplémentaire pour annoncer une reprise vigoureuse. Les niveaux sur lesquels évoluent les tendances restent assurément faibles et présentent de grandes fragilités. De même, l'investissement, la consommation en général ou la situation sociale, ne transmettent pas de signaux particulièrement rassurants.



Source : IPSOS



Source : INSEE, Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des estimations issues des comptes rapides régionaux CEROM (INSEE-IEDOM- AFD) et de modélisations reposant sur des indicateurs économiques.

Aussi, nos prévisions de croissance économique ont-elles été réajustées positivement, sans toutefois offrir la réjouissance souhaitée. Avec une nouvelle estimation comprise dans une fourchette entre 0,0% et 0,3% pour 2013 en volume, l'économie réunionnaise maintiendrait tout juste son niveau d'activité. Cependant, en tenant compte du rythme démographique, il s'avère maintenant que la création de richesse par habitant décroît inexorablement.

Sommaire :

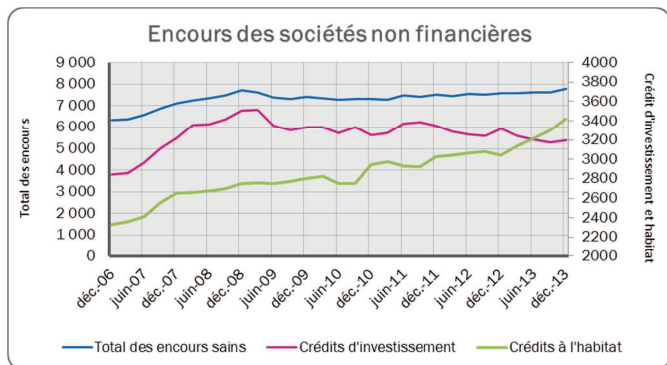
- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle et empirique
- Les événements marquants récents
- L'enquête auprès des dirigeants d'entreprises
- Les perspectives à court et moyen terme

Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY
Rédaction : Frédéric LORION
Graphiques : Rekha GRIMOIRE
Conception et édition : Nexa
Contact : observatoire@nexa.re

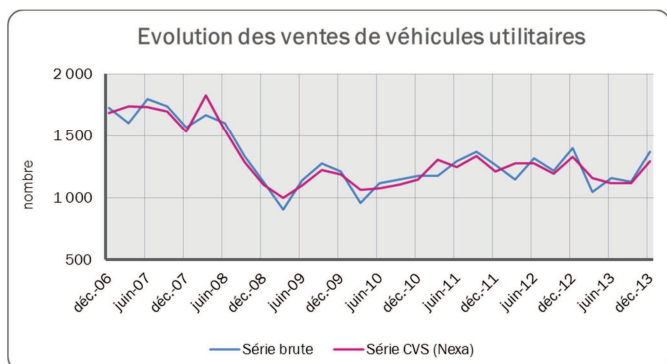
◆ Prudence des investissements

Les informations financières locales démontrent encore une fois la frilosité des entreprises réunionnaises à investir dans leurs outils de production. Sans véritable confiance dans l'avenir, l'arbitrage des dirigeants se fait davantage vers l'immobilier ou le renouvellement des équipements obsolètes, au détriment d'une recherche de gains de productivité ou de développement vers de nouveaux marchés/produits.



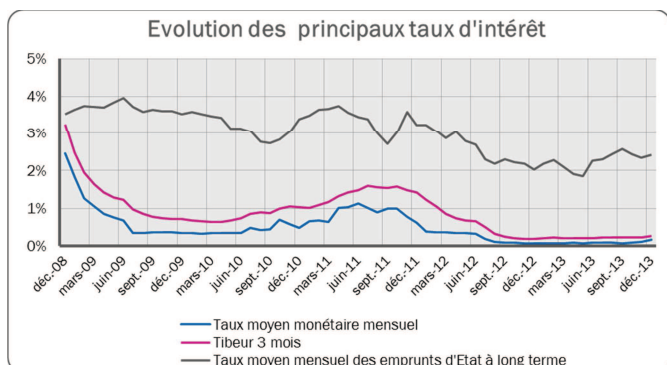
Source : IEDOM

Au poste transport, les entreprises semblent avoir retardé au maximum la reconstitution de leur flotte de véhicules. Nettement freinée en début d'année, une réaffectation des dépenses profite à cette section sur le quatrième trimestre qui bondit de 21% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse reste insuffisante pour rétablir le rythme annuel qui glisse de 7,5%.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

Ce ne sont pourtant pas les conditions de crédit ni les difficultés de financement qui retiennent les décisions d'investissements. Selon notre enquête semestrielle auprès des dirigeants, les motifs de non-investissement sont davantage à rechercher du côté d'un équipement déjà adapté aux besoins du marché et d'un ralentissement de la demande.

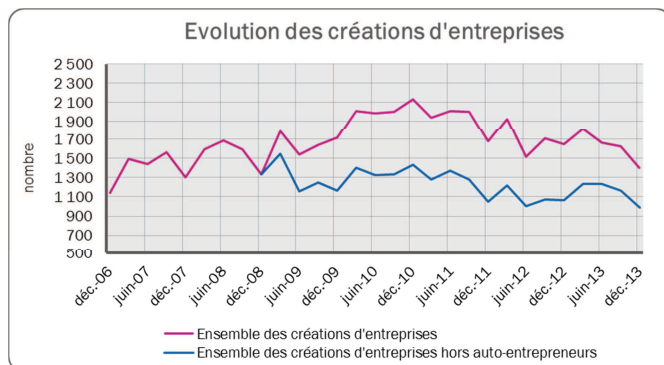


Source : Banque de France

Au quatrième trimestre, une légère détente sur les taux longs des marchés obligataires a permis de contenir leur progression et de soulager le coût du crédit. Les banques continuent à profiter de l'écart avec le taux directeur de la BCE, qui a été abaissé à 0,25%.

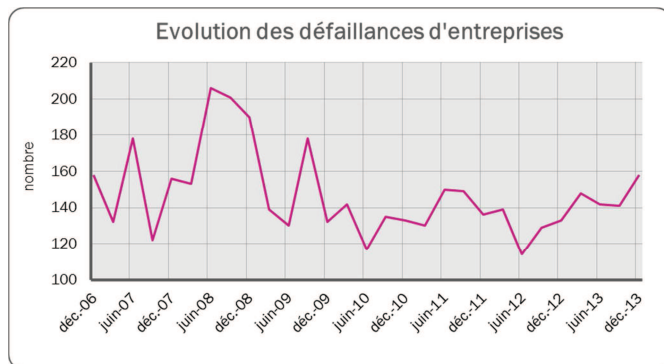
◆ L'entrepreneuriat s'amenuise encore

Après deux trimestres de baisse, la création d'entreprise s'érode encore en fin d'année. Le nombre de création chute de 14% au quatrième trimestre, pour atteindre une baisse de 4,6% sur l'année. Si elle touche toutes les catégories, elle souffre principalement d'un très faible engouement pour le créneau des auto-entreprises qui diminue de 13% sur le trimestre et s'effondre de 23% en un an.



Source : INSEE

Dans le même temps, les entreprises existantes fragilisées par quatre années d'usure économique subissent les affres des procédures judiciaires. Les défaillances augmentent de 12% au dernier trimestre, et de 14% sur l'année 2013 par rapport à 2012.



Source : INSEE

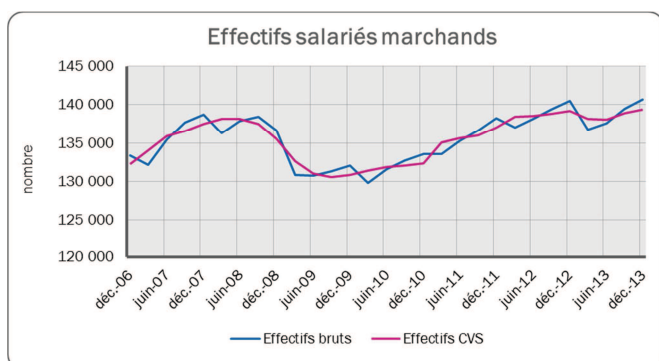
◆ Soutien confirmé de l'emploi marchand

L'enquête réalisée auprès des dirigeants d'entreprises au dernier trimestre dévoile une amélioration des opinions relatives à la hausse des effectifs salariés, essentiellement dans le secteur industriel.

Les chiffres dévoilés par l'ACOSS confirment la progression générale de l'emploi salarié du secteur privé au quatrième trimestre, permettant le franchissement du plafond de l'année précédente. Ce mouvement vient ainsi consolider les effectifs marchands dont le niveau a dépassé une nouvelle fois les 140 000 salariés.

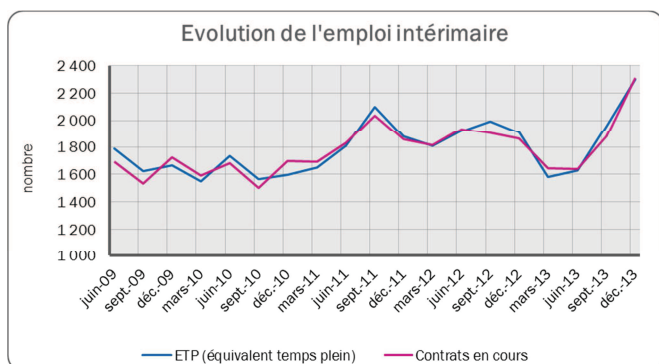
Avec 3 286 contrats d'avenir signés en 2013 dont l'essentiel prescrit après septembre, l'emploi aidé semble avoir nettement contribué à ce résultat.

Dans le même temps, la masse salariale progresse de 0,7% en variation trimestrielle (après correction saisonnière) et de 2,2% sur l'année. Cette amélioration exprime une augmentation du salaire moyen par tête de 2% par rapport à 2012.



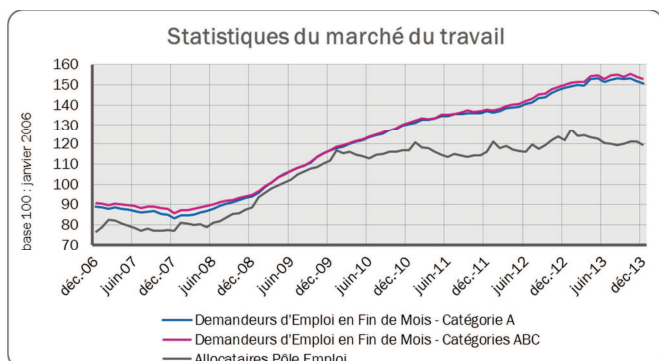
Source : ACOSS

Accompagnant cette évolution, l'emploi intérimaire a bénéficié d'une forte accélération et entame un nouveau trimestre consécutif de hausse. Souvent nécessaire lors d'un accroissement temporaire d'activité, le recours à l'intérim marque également un signal précurseur pour des embauches pérennes, qui semblent se confirmer.



Source : Dares

En parallèle, les tensions sur la demande d'emploi s'atténuent légèrement au quatrième trimestre et se stabilisent sur le seuil des 150 000 demandeurs de catégorie A à fin décembre 2013. Ce qui représente malgré tout une hausse de 1,3% en glissement annuel.



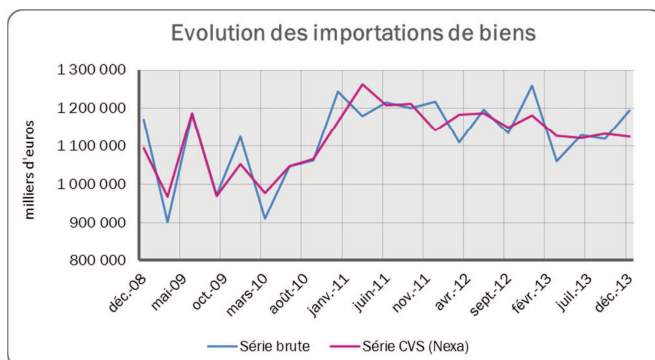
Source : DIECCTE - Pôle Emploi

Par-delà cette rémission, la précarité sociale se creuse encore. Parmi les inscrits à Pôle Emploi, près de 60 000 restent allocataires, soit 2% de moins que l'année précédente. Les individus en fin de droit viennent eux s'ajouter à plus de 110 000 foyers bénéficiaires d'un droit payable au revenu de solidarité active, en augmentation de 7,3% sur un an.

Les échanges extérieurs se stabilisent

Au dernier trimestre, 156 navires de commerce ont accosté à Port Réunion, soit 2 de plus par rapport au quatrième trimestre de 2012. Plus nombreux, ils étaient cependant moins chargés puisque le tonnage de marchandises transporté diminue de 4%.

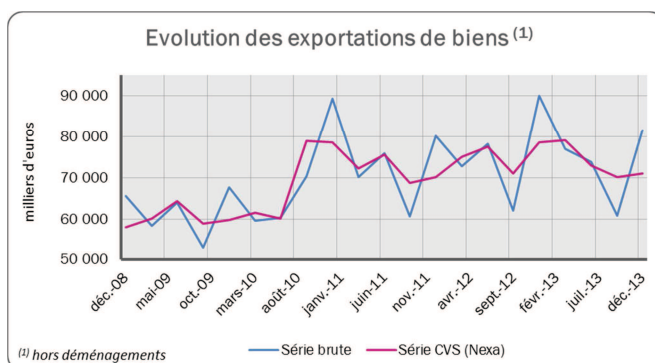
Selon les Douanes, 1,28 milliards d'euros de biens ont été échangés au dernier trimestre contre 1,35 milliards d'euros à la même période en 2012.



Source : Douanes

Dans ce bilan général, les importations reculent de 5% sur le trimestre en glissement annuel : elles concernent principalement les produits courants et l'équipement du foyer. Seuls les équipements professionnels bénéficient d'une infime progression de 1,2%.

Directement liées à la valeur des importations, les recettes d'octroi de mer cèdent 3,7% sur l'année.



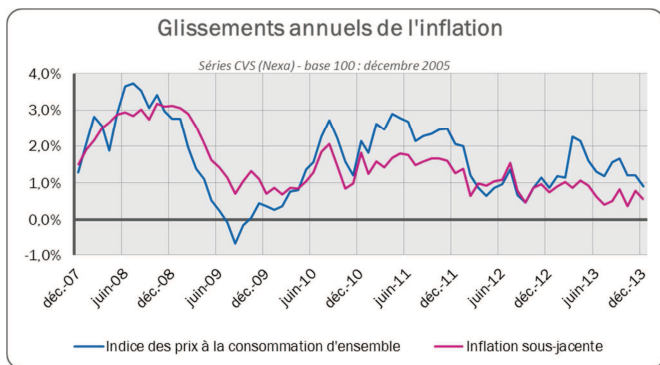
Source : Douanes

Comparativement, les exportations résistent mieux au quatrième trimestre mais elles finissent l'année en recul de 3% avec un total de 82 millions d'euros de marchandises exportées.

Une inflation au minimum (ralenti)

En variation annuelle, l'ensemble des prix à la consommation (hors tabac) à La Réunion ont limité leur augmentation à 1% au dernier trimestre. Malgré la hausse des coûts de l'énergie, les prix ont notamment été restreints par la diminution des tarifs dans les transports aériens (au cours de la période creuse d'octobre à novembre).

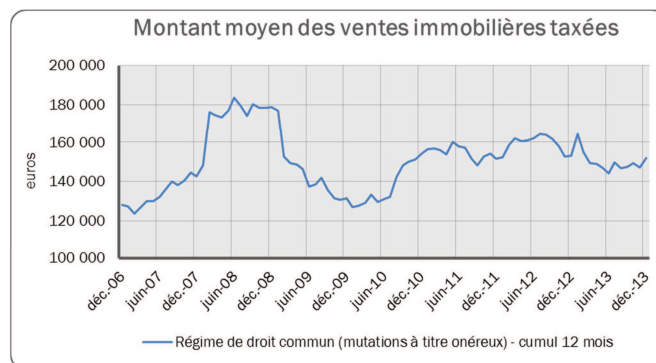
Hors produits alimentaires frais, tabac et énergie qui représentent les composantes les plus volatiles de l'indice, l'inflation sous-jacente souligne davantage le ralentissement des prix, qui ne progressent plus que de 0,5% sur un an sur le marché local.



Source : INSEE – calculs Nexa

Les prix sur le marché immobilier subissent une érosion encore marquée au dernier trimestre. L'analyse réalisée à partir des données du régime de droit commun, indique une nouvelle baisse de 3,2% du montant moyen des ventes (pour les mutations à titre onéreux) sur cette période par rapport à l'année précédente.

Cet indicateur ne tient pas compte de la taille et de la typologie des logements. Mais une autre source issue d'un réseau professionnel d'agences immobilières arrive à un constat tout aussi inquiétant avec une réduction des prix de vente au mètre-carré des logements de 6% en glissement annuel (-4% par rapport au troisième trimestre).



Source : CGEDD/MEDOC

La perception sectorielle et empirique

(*) En italique dans la présente note - Tableau de synthèse à la page 9

Le climat économique réunionnais au quatrième trimestre 2013 progresse et semble avoir profité des retombées positives des fêtes de fin d'année, mais il reste toujours dans une situation instable.

L'amélioration de la perception de l'économie générale est corroborée par un redressement de la demande du marché qui permet au chiffre d'affaires de progresser significativement par rapport à l'année précédente.

Une légère reprise des embauches est constatée tandis que le temps consacré à la formation a été plutôt ralenti. En revanche, les entreprises locales ont été plus réticentes à investir sur la période et à recourir à des financements externes.

Les prévisions pour le début 2014 sont nettement plus inquiétantes, tous les indicateurs étant dégradés par rapport à la période précédente, notamment la rentabilité et le chiffre d'affaires des acteurs.

● Renforcement dans le secteur industriel

*Malgré des niveaux globalement inférieurs à ceux déclarés l'année précédente, les prix de vente et la demande se ressaisissent légèrement pour les **industriels de biens de consommation** (agro-alimentaire, mobilier,...) au quatrième trimestre mais n'atteignent pas les seuils espérés. Néanmoins, une progression du chiffre d'affaires et de la marge leur permet de continuer à investir et à embaucher.*

Les anticipations positives pour le prochain trimestre diminuent légèrement, les dirigeants du secteur qui s'attendent à un retour de l'activité sont moins nombreux et pensent alors à privilégier la formation plutôt que d'ajuster l'effectif salarié. Dans le même temps, le niveau d'investissement et les indicateurs de marge et de rentabilité devraient ralentir.

*La fin de l'année est moins prospère pour **les autres industriels** (matériaux, métallerie, imprimerie...) qui voient une stabilisation de leur carnet de commandes par rapport à leurs pronostics, mais générant des résultats financiers encourageants. Malgré cela, l'effectif salarié est en berne et les entreprises limitent leurs investissements.*

Au premier trimestre 2014, l'activité des entreprises devrait se maintenir malgré une baisse pressentie de la demande, laissant entrevoir des perspectives plus intéressantes pour l'embauche des salariés et la mobilisation des capacités de production du secteur.

● Les transports refont surface

*Conjugué à une stabilité relative de leur activité, l'effectif salarié des **transporteurs routiers de passagers** s'inscrit pourtant en hausse en fin d'année. Cependant, les acteurs jouent la carte de la prudence quand il s'agit d'investir dans de nouveaux équipements ou dans la formation.*

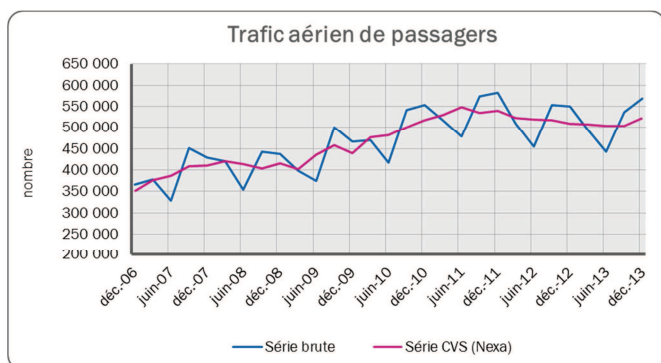
A la prochaine période, une envolée des prix, associée à une diminution du carnet de commandes devraient impacter la rentabilité du secteur, qui souhaite malgré tout continuer à créer de l'emploi. Pour réaliser leurs investissements, les dirigeants devraient davantage se tourner vers le crédit bancaire et les autres sources extérieures de financement.

*Du côté des **transporteurs de marchandises**, les indicateurs sont globalement bien orientés par rapport au même trimestre de l'année précédente. L'activité et les capacités de production sont en hausse, une tendance plutôt conforme aux prévisions. Toutefois, les soldes relatifs à la demande du marché et à l'emploi s'améliorent tout en restant en territoire négatif.*

Au premier trimestre 2014, les acteurs semblent plus pessimistes quant à l'évolution de leur rentabilité mais espèrent tout de même renouer avec l'investissement.

Côté **transport aérien**, 567 835 passagers ont été réceptionnés dans les deux aéroports de l'île au dernier trimestre, en hausse de 3% par rapport à la fin 2012. La part en provenance de métropole progresse également à 325 073 passagers, soit 4% de plus en variation annuelle.

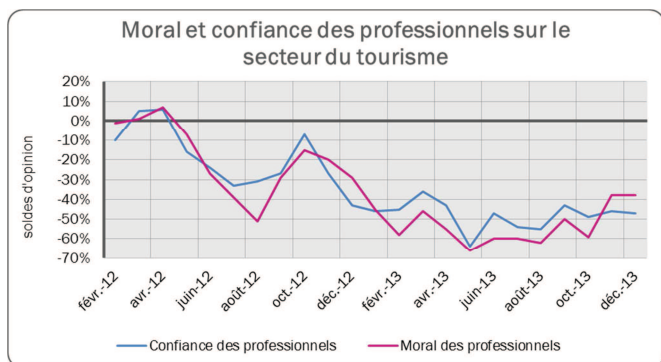
En nombre de passagers transportés par compagnie, Air Austral reprend des parts de marché avec un gain de 4,3%, au détriment de Air Mauritius qui recule de 3,9%, en comparaison du trimestre de l'année précédente. Arrivée en fin d'année dernière, XL Airways réalise logiquement la plus forte progression sur la période avec quatre fois plus de passagers.



Source : Aéroports Pierreferonds et Roland Garros

L'activité fret, bénéficiant d'un regain de 7% sur le tonnage exporté, a augmenté de 2,3% sur le dernier trimestre. En cumul sur l'année, le poste s'inscrit en repli de 2,8%.

◆ Déception pour les activités touristiques



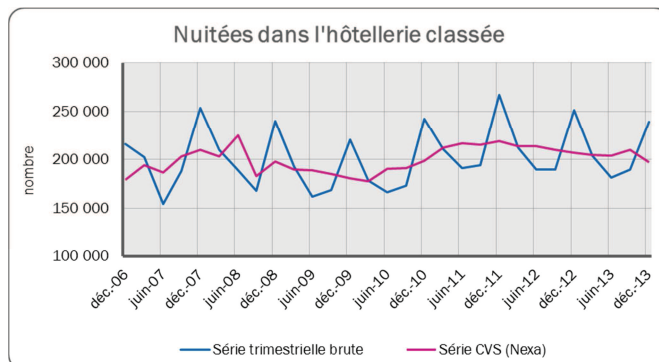
Source : IRT - Observatoire régional du tourisme

Forte désillusion pour les professionnels de l'**hôtellerie-restauration**, qui ont traversé une période difficile en cette fin d'année. Malgré des prix de vente inférieurs à ceux du quatrième trimestre 2012, le secteur subit une nette dégradation de son chiffre d'affaires et de sa marge, entraînant une réduction des investissements et des capacités de production, mais sans réel impact sur l'effectif salarié.

Les hypothèses pour les premiers mois de l'année 2014 ne sont guère meilleures, probablement en raison de la faiblesse du marché métropolitain, en parallèle à un effet négatif de la « crise requin » porté à l'image de la destination Réunion. Les chefs

d'entreprises envisagent un recul de la demande affectant directement l'activité et l'emploi qui devraient chuter de manière significative.

Le rebond du trafic aérien de passagers extérieurs en fin d'année aurait dû présager une meilleure saison hôtelière. A contrario, l'enquête de l'INSEE relative à la fréquentation de l'hôtellerie classée révèle des résultats décevants, avec 239 400 nuitées au dernier trimestre, en recul de 4,7% en glissement annuel et de 3,3% sur le bilan général de l'année qui recense 814 300 nuitées.



Source : INSEE - enquête de fréquentation hôtelière

Sur la période, le nombre de chambres occupées diminue également (-1,7%) ainsi que les taux d'occupation (-1,2 points). Les gammes inférieures endurent principalement ce contrecoup alors que la classe supérieure des 4 à 5 étoiles fait mieux que résister avec 8,4% de nuitées en plus.

Ce constat est d'autant plus déconcertant que la fréquentation des **offices de tourisme** n'a jamais été aussi élevée. Ces derniers ont accueilli 99 150 touristes métropolitains ou étrangers pendant le quatrième trimestre 2013, soit 15% de plus par rapport au dernier trimestre 2012.

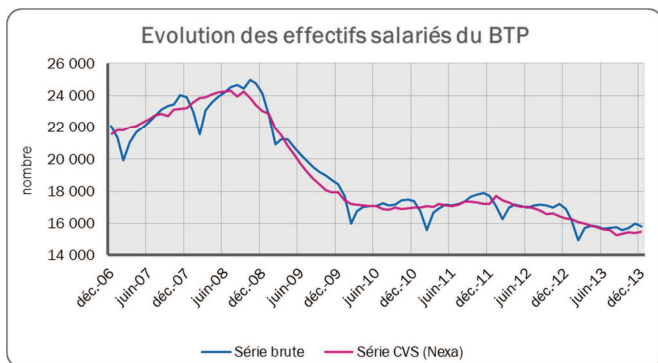
Sur l'année entière, l'action des offices représente 252 656 touristes extérieurs soit 4% d'accueil et d'orientation en plus, la région Sud étant la mieux lotie. En intégrant les visiteurs locaux, ce nombre atteint 333 256 en 2013.

◆ Les bâtisseurs attendent des jours meilleurs

Les entrepreneurs du BTP ont enduré une nouvelle détérioration de leur activité au quatrième trimestre. Tous les indicateurs d'opinion sont en berne par rapport au trimestre précédent.

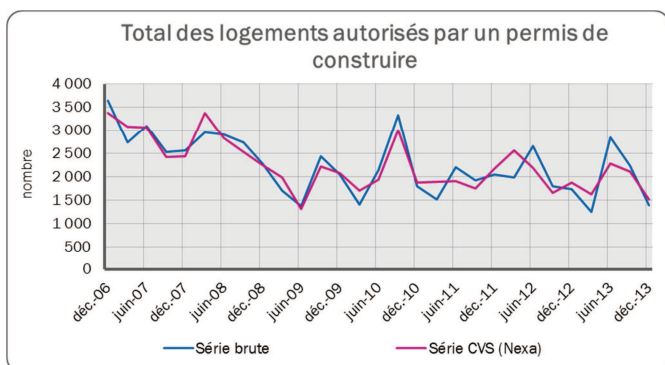
Pour autant, en pleine période de congés annuels, le secteur de la **construction** est le seul à envisager l'avenir avec une confiance renforcée vis à vis de l'économie de l'île, sans doute liée au démarrage des futurs gros chantiers. Cependant, cet optimisme reste teinté de prudence, les décideurs redoutant une réduction de leur carnet de commandes à court-terme, ils ne prévoient pas d'investir immédiatement.

La Caisse des Congés Payés du BTP recensait 15 728 salariés en moyenne au dernier trimestre 2013. En maintien par rapport au trimestre précédent, les effectifs fléchissent de 6% en moyenne annuelle par rapport à 2012.



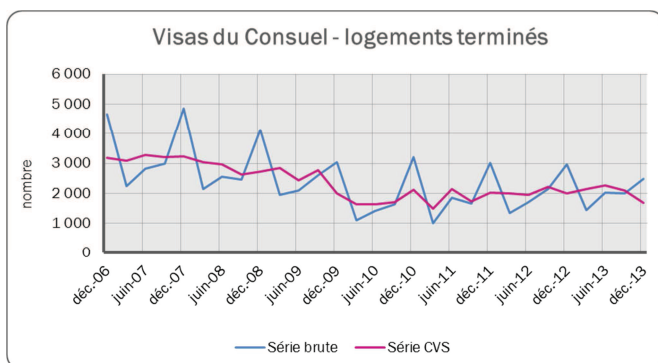
Source : CCP BTP

Durant le trimestre, 1 400 logements ont été autorisés, en chute de 20% en glissement annuel, ce qui représente le volume plus faible jamais observé. Au final, l'année se conclut par un recul de 5,6% avec 7 700 logements autorisés. Ce bilan trouve son origine dans la baisse des programmes de logements collectifs. Ce recul préoccupant pourrait suggérer la fin d'un cycle de construction de logements sociaux largement soutenus depuis les trois dernières années par la défiscalisation.



Source : DEAL/Sitadel2

Intervenant au moment de la livraison de logements, les visas délivrés par le Consuel pour la conformité électrique diminuent de 17% au dernier trimestre en glissement annuel, malgré le rebond communément admis en fin d'année.



Source : Consuel

En termes de locaux non résidentiels, plus de 71 000 m² de surfaces ont été autorisées au dernier trimestre, dont les deux tiers sont imputables à parts égales à une vocation commerciale ou agricole. Malgré une rupture intervenue en 2012 dans les séries, il apparaît une progression des surfaces autorisées en 2013 par rapport à la moyenne des exercices précédents.

En corrélation avec ces résultats, et illustrant une contraction de l'activité gros-œuvre, les importations de

ciments et clinkers se sont réduites de 4,5% sur la dernière période en 2013, rapportée à celle de fin 2012. Le bilan annuel apparaît cependant positif en hausse de 9,8% des importations totales de ciments.

Face à un secteur privé en perte de vitesse, la commande publique a donc apporté l'essentiel du soutien à l'activité du BTP. Selon la CERBTP, les dépenses dans les domaines du logement social, des constructions publiques, du génie civil et des routes ont connu une tendance haussière au quatrième trimestre.

Hors logements sociaux, les perspectives à court terme pour la construction de logements neufs ne s'annoncent pas des plus favorables. Les entreprises et salariés du secteur pourront toujours compter sur les réhabilitations du patrimoine bâti ou les nouvelles constructions publiques (Pôle Océan, Pôle sanitaire Ouest...) ainsi que sur le grand chantier de nouvelle route du littoral.

● Timide redressement du commerce

L'activité du **commerce de détail** de ce trimestre est significativement en hausse par rapport à la même période en 2012. Cependant, le niveau de la plupart des indicateurs reste inférieur par rapport au troisième trimestre. Ainsi, l'investissement et le chiffre d'affaires plient par rapport à la période écoulée et l'effectif salarié diminue sensiblement.

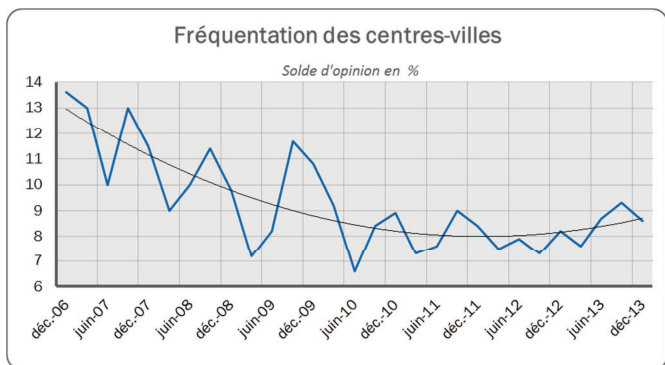
Sur le prochain trimestre, la perception de l'économie réunionnaise par les professionnels du secteur s'assombrit franchement, ce qui laisse craindre un affaiblissement de la demande du marché et un effondrement des résultats financiers.

Le secteur du **commerce de gros** s'est montré très optimiste pour la fin d'année. La progression de la demande et du chiffre d'affaires ont contribué à une meilleure orientation des capacités de production. Mais combinés à des prix jugés trop faibles, ces avancées n'ont pas permis de redresser suffisamment la marge et l'investissement du quatrième trimestre.

La prochaine saison, marquée par une stabilité de la demande, devrait être plus propice à un relèvement de la rentabilité et à un recours au crédit bancaire favorisant les projets d'investissements. En revanche, l'emploi devrait perdre de la vitesse au premier trimestre 2014.

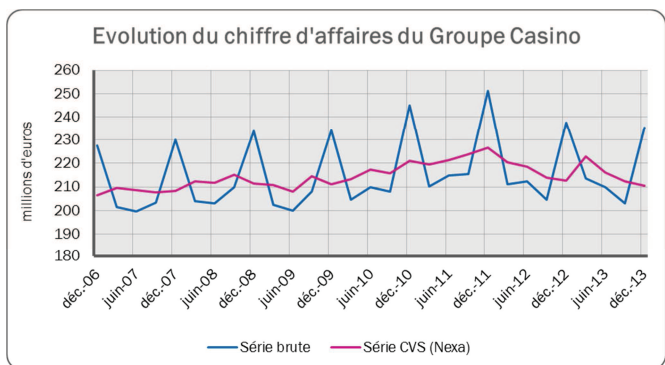
La fin de l'année est traditionnellement synonyme de festivités et de congés : période pendant laquelle les consommateurs sont davantage sollicités que de coutume. L'association de gestion du centre-ville dionysien (AGCVD) a notamment signé une charte pour la fermeture des commerces après 19h, voire 19h30. Depuis novembre, ces nouveaux horaires de fermeture sont censés répondre aux attentes des usagers et contrer l'attractivité des complexes commerciaux.

Les **centres-villes** semblent pourtant avoir subi une désaffection de la clientèle au profit des grandes surfaces comme en témoignent les soldes d'opinions de fréquentation ou l'indice des ventes en grandes surfaces.



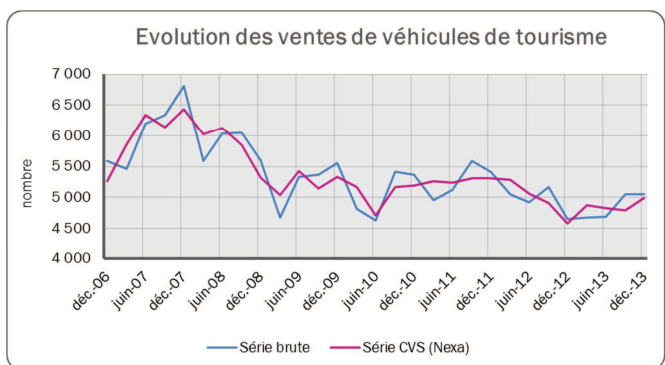
Source : IPSOS

Le chiffre d'affaires du groupe Casino et de sa filiale Vindémia pour la Zone Océan Indien (comprenant La Réunion et Maurice), en progression logique sur le trimestre, reste toutefois en-deçà des niveaux atteints fin 2012 et les années précédentes. Outre un ralentissement supposé de la consommation, le groupe semble également subir les assauts de la concurrence. Celle-ci devrait encore se renforcer en 2014 avec l'arrivée annoncée de l'enseigne Auchan en février.



Source : Groupe Casino

Avec un rebond des ventes de **véhicules de tourisme** qui vient clôturer l'exercice sur une note positive par rapport à l'année précédente, les concessionnaires sont relativement soulagés. Cependant, la tendance de fond n'est pas encore redressée, les ventes totales annuelles restant en retrait de 2%.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

Les services marchands

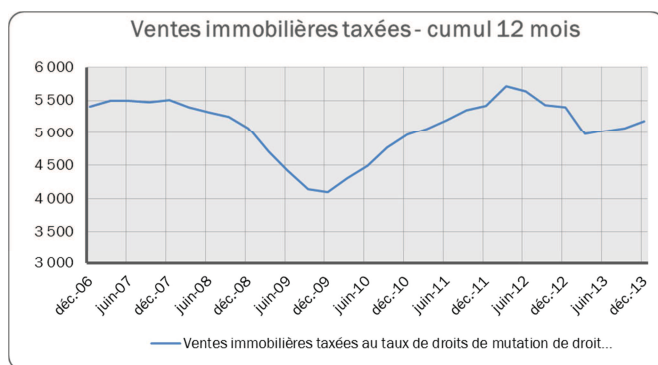
La fin d'année laissait entrevoir quelques signes encourageants pour le secteur des autres **services marchands**, dans une ambiance globalement pessimiste. La demande et le chiffre d'affaires se redressent légèrement par rapport au troisième trimestre 2013 mais devraient se replier à nouveau en début d'année. Parallèlement, l'investissement et l'embauche ne devraient pas connaître d'évolution

positive, confinant le secteur dans un climat empreint de morosité.

Reflète de la santé financière du territoire, **l'activité bancaire** a connu une accélération au dernier trimestre. Selon l'IEDOM, les établissements de crédit ont consenti davantage de crédits (évolution de plus 2,4% des encours à 18,6 milliards d'euros) pendant que les actifs des agents économiques progressaient de 3,2%, totalisant plus de 12 milliards d'euros.

La Banque de la Réunion, filiale locale du groupe BPCE, bénéficie de ce mouvement et améliore son résultat brut d'exploitation de 4% en trimestriel et de 7% en cumul annuel.

Les **transactions immobilières** se multiplient également sur la période. Le nombre de ventes progresse de 2,1% par rapport au trimestre précédent. Elles enregistrent néanmoins un repli en rythme annuel.



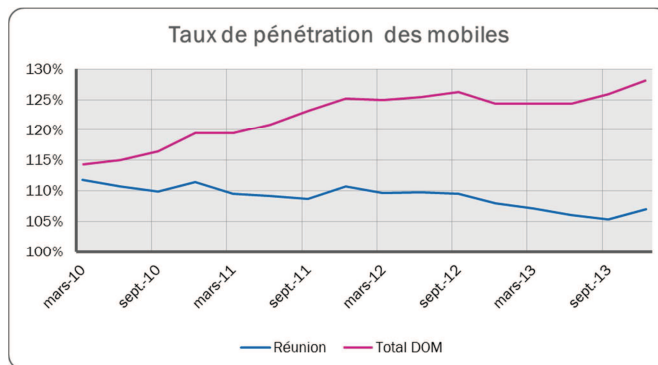
Source : CGEDD-MEDOC

Les TIC

Selon notre sondage, les acteurs de **l'information et de la communication** retrouvent un niveau d'activité conforme à fin 2012 et stable par rapport à la période qui vient de s'écouler. Les prix de vente ont pu être maintenus ou revus à la hausse, n'aidant pas le carnet de commandes qui continue à s'effriter. Viennent ternir également ce tableau, une sous-utilisation des capacités de production et une hésitation à investir.

Le prochain trimestre s'annonce à la fois plus ambitieux - accroissement de l'investissement et du temps consacré à la formation - et plus risqué - repli de la demande et de la marge des entreprises.

Un focus sur le marché du mobile permet de constater un rebond du taux de pénétration au quatrième trimestre. La sortie de nouveaux smartphones avant les fêtes semble avoir convaincu les usagers.



Source : ARCEP

Les événements marquants récents

Octobre

◆ Entreprises

Exploitant les marques IZI et Mobius Technology, la société **Mobius entre dans le giron du groupe Altice**. Cette holding qui détient notamment Outremer Telecom dans les DOM et Numéricable en Métropole, souhaite un développement dans l'Outre-Mer et l'Océan Indien.

La société de recyclage Valorun a inauguré un nouveau **centre de traitement des déchets** du BTP. Installé à St Paul, le site utilise un séparateur densimétrique des différents matériaux issus des activités de construction, de réhabilitation et de démolition, qui génère un produit recyclé et réutilisable.

A l'appel des organisations socio-économiques de l'île, plusieurs entreprises locales ont déclenché leur **alarme incendie**. Destiné à alerter l'ensemble des réunionnais, des pouvoirs publics et des collectivités, ce geste symbolique dénonce l'instabilité fiscale et sociale, la complexité administrative et l'absence de concertation.

◆ Social

Chargé de la mise en œuvre du « **plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale** », l'inspecteur général des affaires sociales, M. François Chérèque était en déplacement à La Réunion pour une série d'entretiens et de rencontres avec les collectivités, syndicats, politiques locaux.

◆ Coopération régionale

Une **visite du Ministre des Outre-Mer**, M. Victorin Lurel, a étudié diverses thématiques telles que les grands chantiers du protocole de Matignon, l'économie sociale solidaire, les entreprises et la compétitivité, la coopération régionale, la conférence des présidents des régions ultrapériphériques et la filière agricole.

La **Conférence de coopération régionale de l'Océan Indien** a réuni les différents ambassadeurs, les autorités judiciaires, les services de l'Etat, le monde économique, la Région et le Département autour de Cinq thèmes ont été débattus : la sécurité régionale, la coopération décentralisée, la coopération éducative, la transition énergétique et les fonds européens.

◆ Financement

M. Christian Quéré, nouveau directeur régional de la **Banque Publique d'Investissement** Mayotte-Réunion, a rencontré les acteurs financiers et économiques réunionnais. L'organisme de soutien financier des entreprises est appuyé localement par l'Agence Française de Développement et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Novembre

◆ Investissements

NEXA, en partenariat avec le Conseil Régional, l'Agence Film Réunion (AFR) et l'île de La Réunion Tourisme (IRT), a organisé la **première édition de l'Invest Forum**.

Avec un objectif dédié à la filière « Cinéma, Audiovisuel et Multimédia » et destiné à promouvoir la destination Réunion comme terre de tournage, des professionnels nationaux et internationaux (sociétés de production, institutions, etc.) ont été invités à cinq journées d'échanges, de rencontres et de découvertes.

◆ Transports routiers

Accompagnés des chambres consulaires, les différents professionnels du transport routier ont signé un **accord pour un gazole professionnel**. Il prévoit une prise en charge par la collectivité régionale, de 5 centimes par litre pour les transporteurs et de 20 centimes par litre pour les taxiteurs, ambulanciers et gérants d'auto-école. Un comité de suivi semestriel analysera l'évolution du dispositif selon les fluctuations de prix.

◆ Commande publique

Le Haut Conseil à la Commande Publique a annoncé la création d'un **observatoire de la production locale** pour 2014. L'objectif : développer la production locale et la présence des produits transformés sur le marché de la restauration publique collective. Un développement qui passe par la fédération et l'organisation de la filière agroalimentaire réunionnaise.

◆ Coopération régionale

Le Club Export Réunion organisait avec la Chambre de commerce France-Maurice-Réunion les deuxièmes **rencontres Maurice-Réunion** sur la thématique « Innovation et développement durable ». Les conférences et ateliers ont réuni plus de 200 personnes sur l'île sœur.

Décembre

◆ Logement social

Un protocole CGLLS (Caisse de garantie du logement locatif social) a été signé entre la Préfecture et la Semader, en partenariat avec la CIVIS, le TCO et la Caisse des Dépôts et Consignation. Une aide de 14 millions d'euros attribuée à la Semader a pour objectif de redynamiser l'habitat social à La Réunion avec la création de 550 logements en moyenne par an et de réhabiliter un tiers du parc locatif.

◆ Entreprises

La Chambre de Commerce et d'Industrie et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de La Réunion ont signé une convention afin d'améliorer l'accès au **portail assurés du régime social des indépendants** (RSI) et de réduire la taxation d'office des entreprises. En proposant de nombreux services personnalisés, cet accès doit simplifier les démarches administratives des travailleurs indépendants.

Un **bras de fer à la CFAO** (concessions Citroën) entre les salariés grévistes et les dirigeants aura duré 47 jours. Un accord à l'établissement d'un protocole de fin de conflit a été validé en janvier, sous l'égide de la Préfecture et de la DIECCTE, après des garanties sur les conditions de travail et les négociations salariales.

L'enquête auprès des dirigeant(e) d'entreprises réunionnaises

Méthodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 300 entreprises (30 par secteur d'activité) du **24 janvier au 19 février 2014** par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2009) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



| Baromètre 4T 2013 | CAPACITE DE PRODUCTION | CHIFFRE D'AFFAIRES | DEMANDE DU MARCHE | EFFECTIF SALARIE | FORMATION | INVESTISSEMENT | MARGE ET RENTABILITE | PRIX DE VENTE | SOURCES DE FINANCEMENT | STOCK | ECONOMIE REUNIONNAISE |
|-------------------------------|------------------------|--------------------|-------------------|------------------|-----------|----------------|----------------------|---------------|------------------------|-------|-----------------------|
| VS TRIMESTRE NORMAL | | | | | | | | | | | |
| Industrie Biens de conso. | 0% | -18% | -31% | 16% | 1% | -18% | -28% | -20% | -22% | -8% | -70% |
| Industrie Autres | 9% | 6% | 7% | -5% | -3% | 11% | -14% | -3% | -18% | -28% | -36% |
| Commerce de détail | -20% | -44% | -42% | -3% | 8% | -20% | -50% | -17% | -13% | -33% | -58% |
| Commerce de gros | 6% | -6% | -7% | 4% | -7% | 40% | -22% | -25% | -14% | 20% | -51% |
| Construction | -14% | -20% | -35% | -19% | -32% | -21% | -54% | -19% | -42% | -21% | -53% |
| Transports marchandises | 4% | 17% | -8% | -3% | 8% | -9% | -3% | -7% | -25% | 0% | -24% |
| Transports passagers | -4% | -21% | 0% | 2% | -10% | -8% | -9% | 4% | -19% | -4% | -54% |
| TIC | -15% | -5% | -19% | -5% | -8% | -21% | -21% | -16% | -8% | -8% | -39% |
| Hôtels et restaurants | -10% | -21% | -39% | -4% | -4% | 8% | -39% | -9% | -31% | -6% | -77% |
| Autres services marchands | -37% | -50% | -56% | -10% | -11% | -41% | -49% | -30% | -34% | -8% | -67% |
| TOTAL | -17% | -29% | -35% | -6% | -9% | -15% | -39% | -20% | -26% | -11% | -58% |
| VS TRIMESTRE précédent | | | | | | | | | | | |
| Industrie Biens de conso. | -7% | 14% | -15% | 10% | -9% | 16% | -12% | -12% | -8% | 1% | -45% |
| Industrie Autres | -1% | -5% | 3% | -10% | -13% | -1% | -18% | -20% | -13% | -20% | -31% |
| Commerce de détail | -9% | -11% | -20% | -7% | 4% | -13% | -37% | -5% | -8% | -20% | -39% |
| Commerce de gros | -2% | -3% | -15% | -6% | -12% | -5% | -21% | -25% | -14% | -5% | -43% |
| Construction | -41% | -31% | -41% | -12% | -22% | -39% | -44% | -24% | -36% | -42% | -51% |
| Transports marchandises | -4% | 11% | -20% | -8% | -5% | -8% | -12% | -9% | -16% | 0% | -25% |
| Transports passagers | -8% | -21% | -19% | 14% | -9% | -20% | -42% | -15% | -17% | -9% | -43% |
| TIC | -10% | -3% | -21% | -8% | -11% | -18% | -15% | -7% | -13% | 5% | -42% |
| Hôtels et restaurants | -10% | -20% | -30% | -6% | -4% | -12% | -34% | -9% | -35% | -5% | -55% |
| Autres services marchands | -8% | -30% | -26% | -3% | 3% | -22% | -27% | -18% | -30% | 0% | -55% |
| TOTAL | -11% | -17% | -23% | -5% | -4% | -17% | -28% | -17% | -22% | -11% | -47% |
| VS TRIMESTRE Prochain | | | | | | | | | | | |
| Industrie Biens de conso. | 12% | 25% | 10% | 6% | 25% | 14% | -6% | 1% | -9% | 0% | -48% |
| Industrie Autres | 8% | 19% | 3% | 17% | 0% | -13% | 1% | -3% | -18% | -8% | -10% |
| Commerce de détail | 3% | -24% | -32% | -2% | 3% | -5% | -42% | -9% | 0% | -9% | -46% |
| Commerce de gros | 11% | 2% | -2% | -16% | -1% | 12% | 6% | 6% | 2% | -9% | -11% |
| Construction | -6% | -17% | -25% | -12% | -21% | -34% | -31% | 7% | -35% | -2% | 7% |
| Transports marchandises | 1% | 0% | -1% | -16% | 7% | 11% | -16% | -3% | -4% | 5% | 0% |
| Transports passagers | -20% | -12% | -36% | 6% | 10% | 6% | -21% | 10% | 7% | 3% | -23% |
| TIC | 2% | 5% | -3% | 8% | 21% | 8% | -26% | -8% | -5% | -3% | -2% |
| Hôtels et restaurants | -10% | -47% | -48% | -16% | -5% | -12% | -41% | -9% | -18% | -9% | -41% |
| Autres services marchands | -5% | -22% | -8% | -7% | -6% | -20% | -15% | -19% | -30% | -5% | -26% |
| TOTAL | 0% | -14% | -14% | -6% | -3% | -10% | -19% | -6% | -17% | -5% | -22% |

Exemple de lecture du tableau :

: représente l'évolution des valeurs issues des enquêtes précédentes, avec les derniers points (foncés) et les points bas (clairs).

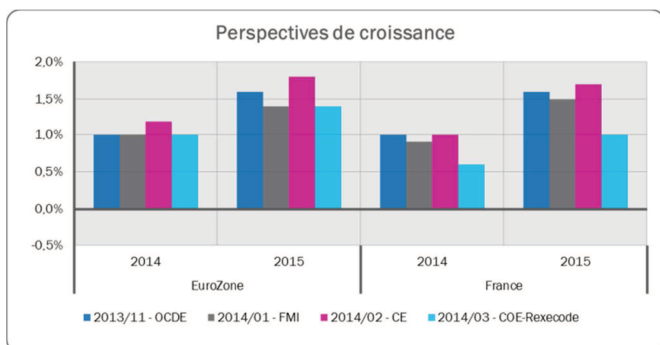
-70 % : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise

se porte mieux au quatrième trimestre 2013 par rapport aux prévisions faites, et ceux qui pensent qu'au contraire l'économie locale s'est dégradée en ce milieu d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.

Les perspectives à court et moyen terme

● L'influence internationale et européenne

Les perspectives de croissance sont optimistes pour l'économie mondiale en 2014 et 2015, avec respectivement 3,6% et 3,9% avancés en moyenne par les institutions financières internationales. En ce qui concerne la zone euro, dont les pays membres sont engagés dans des mesures d'austérité et des plans de restructuration, les prévisions s'accordent sur des évolutions plus réduites de 1,1% et 1,6%.



Source : Communauté Européenne, FMI, OCDE, COE-Rexecode

Toutefois, ce n'est pas tant la croissance qui inquiète le plus les économistes aujourd'hui mais plutôt la menace déflationniste. Alors que, le taux d'inflation culminait à 3,0% en novembre 2011 et atteignait encore 2,0% en février 2013, en une année il n'a quasiment pas cessé de ralentir pour atteindre 0,5% en mars 2014.

Ajoutons à cette tendance moyenne que la Grèce et Chypre sont déjà entrées dans un cycle déflationniste et que d'autres, comme le Portugal, l'Irlande et l'Espagne, s'en rapprochent dangereusement. A l'inverse, les bons élèves comme l'Allemagne, l'Autriche ou la Finlande arborent des taux proches de 2%.

Cette disparité des taux reflète l'hétérogénéité des parcours économiques des états européens. Elle met en lumière également la difficulté à mettre en place une politique monétaire commune cohérente, sans différenciation des problématiques spécifiques.

La Banque Centrale Européenne, qui veille à maintenir une cible inflationniste à 2%, a déjà réagi en novembre dernier en abaissant son taux directeur à 0,25%. Depuis, l'institution s'attend à plus de croissance et moins d'inflation cette année et maintient sa position pour l'instant. Elle devrait pourtant être attentive aux signaux de plus en plus inquiétants.

En cas de risque avéré, elle pourrait intervenir courant 2014, avec un nouvel allègement des taux...ou, solution extrême pratiquée par la Federal Reserve américaine, un rachat de titres financiers sur les marchés.

● Le poids de la dette française

Dans le cas de la France, l'INSEE ayant rendu sa conclusion avec une croissance évaluée à +0,3% en 2013, les prévisionnistes convergent vers une trajectoire à +0,9% en 2014. Certains établissements financiers viennent cependant relativiser ces calculs avec une production intérieure brute révisée à +0,6%.

La France est surtout confrontée au poids grandissant de sa dette publique. Celle-ci a atteint 1 925,3 Mds d'euros en fin d'année, soit 93,5% du PIB, augmentant de 84 Mds d'euros en un an. A ce rythme moyen de 21 Mds d'euros par trimestre, elle aura dépassé les 2 000 Mds d'euros en décembre 2014.

Avec un nouveau déficit public de 4,3% et ayant déjà bénéficié de deux sursis par la Commission Européenne, la France aura fort à faire pour expliquer son dérapage et négocier un nouveau délai vers l'objectif de retour à 3%.

Totalisant 182,3 Mds soit 9,5% du volume notifié, la dette publique locale entre assurément dans le collimateur de l'Etat. D'autant plus que l'essentiel des mesures de restrictions a pour le moment été dirigé vers les administrations publiques qui ont réduit leurs besoins de financement de 12,7 Mds d'euros en 2013. A contrario, celui des collectivités s'est creusé, passant de 3,7 Mds d'euros à 9,2 Mds d'euros €.

Cette évolution traduit le poids des transferts successifs de compétences publiques aux collectivités sans l'affectation de moyens associés. Elle peut s'expliquer également pour partie par un renchérissement des dépenses de fonctionnement et d'investissement en période pré-électorale.

La pression se fait donc de plus en plus insistante sur les collectivités locales. Le gouvernement a déjà ciblé un plan de mesures en réduisant leurs dotations de 1,5 Mds d'euros par an sur deux ans. Insuffisant, un effort supplémentaire de 7,5 Mds d'euros devrait être imposé d'ici la fin du quinquennat. Les financements pourraient ainsi diminuer jusqu'à 10 Mds d'euros. Il s'agirait de la contribution locale dans le scénario général d'austérité prévoyant 50 Mds d'euros d'économies jusqu'à 2017.

Les élus, nouveaux ou reconduits, pourront donc s'attendre à vivre des conditions difficiles dans l'exercice de leur mandat. Face à cette pénurie annoncée, la fiscalité locale a déjà été actionnée par certains : la majorité des départements a relevé les droits de mutations sur les achats de biens immobiliers. La Réunion pourrait leur emboîter le pas.

L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

En 2014, les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

Publications déjà disponibles :

◆ **Tourisme adapté - synthèse**

L'étude, menée par le groupement ENVIRONNEMENT PARTENAIRE et ALTEA, s'intéresse aux personnes en situation de handicap, aux personnes souffrant d'une pathologie et aux personnes à la recherche de bien-être. Dans le cadre de son élaboration, des ateliers participatifs ont réuni les acteurs des filières sur les thèmes du handicap, de la santé et du bien-être. Après une première phase de diagnostic, la seconde phase de l'étude « stratégie » a été restituée et partagée avec les différents représentants institutionnels et privés.

◆ **Agriculture biologique**

Cette filière qui concerne les produits alimentaires mais aussi les plantes aromatiques, médicinales et à parfum, s'adresse à la fois à la demande locale comme à l'exportation, via la transformation locale. L'objectif transversal de cette étude, réalisée par le cabinet CYATHEA, est l'identification et la mobilisation des acteurs économiques tout au long de la filière à conforter. Les acteurs considérés sont les acteurs clés de l'ensemble des sphères agricoles (biologiques ou conventionnelles) permettant d'aborder la problématique dans sa totalité.

◆ **Le microcrédit professionnel à La Réunion**

Dressant un tableau complet du dispositif local et des différentes institutions, le dossier offre un bilan en 2012 de la production ainsi que son évolution depuis plus de 5 ans. Il intègre les retombées sociales en termes d'entreprises, d'emplois créés et/ou maintenus mais aussi l'impact financier et l'effet de levier des crédits bancaires associés.

◆ **Panorama des industries agro-alimentaires à la Réunion**

En partenariat avec la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de la Réunion, Nexa propose un panorama complet des différentes industries agroalimentaires à la Réunion en 2010.

◆ **Les notes de conjoncture trimestrielles : 3T 2013, 2T 2013, 1T 2013, 4T 2012**

L'Observatoire Régional de l'Economie publie sa note de conjoncture retraçant la tendance macro-économique de La Réunion chaque trimestre, les faits marquants et les perspectives à court et moyen terme. Elles incluent les résultats des enquêtes auprès des dirigeants d'entreprises réunionnaises.

Pour en savoir plus : www.nexa.re/observer-la-reunion

Nouveauté : les indicateurs conjoncturels et le baromètre des dirigeants sont maintenant accessibles en ligne.

NEXA Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation

VISION

En tant qu'accélérateur de projets de La Réunion, NEXA a pour rôle d'accompagner le développement économique du territoire et d'en accroître l'attractivité.

L'action de NEXA vise à renforcer la compétitivité et la durabilité de l'économie réunionnaise dans les domaines piliers de la stratégie régionale :



Agroalimentaire



Technologies de l'Information
et de la Communication (TIC)



Energies renouvelables
Environnement



Tourisme

DES MÉTIERS INTERCONNECTÉS

Pour assurer ses missions, NEXA s'appuie sur des métiers interconnectés et centrés sur la prospective, l'animation de réseaux, la veille, l'ingénierie de projets, la mise en œuvre d'actions de promotion et la contribution à la structuration de nouvelles filières.



CONTACTEZ NOUS

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 - 97491 Sainte Clotilde Cedex
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26

observatoire@nexa.re

www.nexa.re

